

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUIN 1926.

Projet de loi relatif au réajustement des allocations annuelles des victimes civiles de la guerre et leurs ayants-droit ainsi que des pensions et allocations visées aux Titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. FIEULLIEN.

MESSIEURS,

Le projet de loi se divise en deux parties bien distinctes : la première concerne les victimes civiles de la guerre; la seconde concerne les victimes militaires.

Les taux des pensions et allocations dont jouissent les victimes et les ayants-droit ont été fixés par la loi du 10 juin 1919, modifiée par celle du 25 juillet 1921 (coordination du 19 août 1921) pour les victimes civiles et par les lois coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923 pour les victimes militaires.

Ces taux avaient été établis en tenant compte du coût de la vie à l'époque où les lois furent votées. La cherté de la vie augmentant sans cesse il apparut bientôt que, ces taux étant devenus insuffisants, il y avait lieu de prendre des mesures pour y parer. Par des lois pour les victimes civiles et par des arrêtés royaux pour les victimes militaires, des indemnités de vie chère furent accordées.

Ce système improvisé à la hâte ne pouvait avoir qu'un caractère provisoire et en présence de la persistance de l'augmentation du coût de la vie il importe de lui substituer un système définitif s'adaptant aux fluctuations du coût de l'existence.

C'est l'objet du projet de loi.

*
* *

La base du régime proposé est la même que celle qui régit les traitements du personnel de l'État, ainsi que celle qui est proposée pour les pensions de retraite

(1) Projet de loi, n° 214.

(2) La Section centrale, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. de Burlet, Ernest, Janson, Theelen, Van Hoeck et Fieullien.

des agents de l'État et des veuves et orphelins de ceux-ci. Les indemnités de vie chère sont remplacées par une allocation, dite supplément mobile, ou « partie mobile », qui varie d'après le taux de l'index number.

CHAPITRE PREMIER.

Ce chapitre règle le supplément mobile à accorder aux victimes civiles de la guerre et à leurs ayants droit.

L'article 3 détermine le taux annuel de base d'après lequel le supplément mobile est calculé, soit, pour chaque tranche de 30 points (au delà du nombre 300 de l'index), 10 francs par 100 francs pour les quinze premières centaines et fr. 2.50 par 100 francs pour les centaines suivantes.

Ce taux décroissant a pour conséquence de désavantager les victimes atteintes d'un pourcentage élevé d'invalidité.

L'invalidé atteint de 50 % d'invalidité obtiendrait actuellement 1,200 francs de supplément mobile et celui atteint d'invalidité totale obtiendrait 1,480 francs, soit seulement 280 francs de plus que le premier.

Votre Commission ne peut se rallier à pareil système et elle vous propose, à l'unanimité de ses membres, de porter à 10 % par tranche le taux annuel de base du supplément mobile calculé sur le montant global de la partie fixe. C'est la base proposée pour les invalides militaires, avec cette différence toutefois que ceux-ci jouissent, en outre, lorsqu'ils ont 60 % d'invalidité et plus, d'une surpension dont ne jouissent pas les invalides civils.

La base de calcul de 10 francs et de fr. 2.50 serait maintenue pour les veuves, les orphelins et ayants droit comme pour les bénéficiaires militaires.

Le tableau ci-après donne le montant des allocations (partie fixe et supplément mobile) d'après le projet de loi et d'après la modification proposée par la Section centrale.

*Taux pour les invalides pensionnés sur la base de 2,880 francs maximum
avec supplément mobile calculé sur 8 tranches.*

Degré d'invalidité	Montant légal.	Avec vie chère.	Système du projet.	Système de la Section centrale.
—	—	—	—	—
25 %.	720	1,008	1,360	1,296
50 %.	1,440	2,016	2,640	2,592
60 %.	1,728	2,419 20	2,988	3,110
65 %.	1,872	2,620 80	3,152	3,370
70 %.	2,016	2,816	3,336	3,629
75 %.	2,160	2,960	3,500	3,888
80 %.	2,304	3,104	3,684	4,147
85 %.	2,448	3,248	3,848	4,406
90 %.	2,592	3,392	4,012	4,666
90 %.	2,736	3,536	4,196	4,934
100 %.	2,880	3,680	4,360	5,184

*Taux pour les invalides pensionnés sur la base de 3,600 francs
(dommages subis à l'occasion de l'accomplissement d'un acte patriotique).*

Degré d'invalidité.	Montant légal.	Avec vie chère.	Système du projet.	Système de la Section centrale.
—	—	—	—	—
25 %.	900	1,260	1,620	1,620
50 %.	1,800	2,520	3,060	3,240
60 %.	2,160	2,960	3,500	3,888
65 %.	2,340	3,140	3,720	4,212
70 %.	2,520	3,320	3,940	4,536
75 %.	2,700	3,500	4,140	4,860
80 %.	2,880	3,680	4,360	5,184
85 %.	3,060	3,860	4,580	5,508
90 %.	3,240	4,040	4,800	5,832
95 %.	3,420	4,220	5,020	6,156
100 %.	3,600	4,400	5,220	6,480

Observation. — Ce tableau ne tient pas compte des majorations pour enfants, etc., sur lesquelles le supplément mobile se calcule également.

ART. 5 et 7.

La Section centrale propose la suppression du second alinéa de l'article 5 et la suppression de l'article 7.

Vous trouverez les motifs de cette proposition dans les considérations du présent rapport concernant les articles 13 et 14 du chapitre II qui contiennent des dispositions analogues.

CHAPITRE II.

Ce chapitre constitue la seconde partie du projet de loi. Il concerne les pensions et allocations des invalides militaires, de leurs veuves et orphelins et autres ayants droit, spécifiées à l'article 9.

ART. 10.

Cet article comprend plusieurs dispositions de nature bien différente. Il aurait gagné à être subdivisé.

*
* * *

Les alinéas 1, 4 et 5 sont relatifs à la partie fixe sur laquelle est calculée la partie mobile. La partie fixe comprend non seulement le principal de la pension mais aussi, le cas échéant, les majorations et suppléments pour enfants, surpension, tierce personne, etc.

*
* * *

Le deuxième alinéa régularise et rend définitive l'augmentation de pension

octroyée aux grands invalides par l'arrêté royal du 14 novembre 1923, et en étend le bénéfice aux invalides tombant sous l'application du deuxième alinéa de l'article 12 des lois coordonnées (blessures ou infirmités antérieures à la guerre mais aggravées pendant la période de guerre).

La surpension accordée varie d'après le degré d'invalidité et progresse avec celui-ci. Elle va de 10 % du montant de la pension pour les invalides ayant de 60 à 65 % d'invalidité jusque 30 % de la pension des invalides ayant 90 % et plus.

* * *

L'alinéa 6 abroge l'article 40^{bis} des lois coordonnées.

Pour bien saisir la portée de cette disposition, quelques mots d'explication sont nécessaires.

Les articles 39 et 40 des lois coordonnées accordent aux ascendants de militaires tués ou disparus, à défaut de veuves ou orphelins, une allocation variable allant, selon les cas, de 200 à 800 francs.

La loi du 31 juillet 1923 augmente ces allocations pour les bénéficiaires âgés de 60 ans au moins ou atteints de maladies ou infirmités entraînant une invalidité permanente de 50 % ou plus et *exonérés du minimum de la supertaxe*. C'est cette disposition qui fait l'objet de l'article 40^{bis} dont le projet propose l'abrogation.

Cette suppression lèse profondément les intérêts des ascendants les plus nécessiteux. Remarquons bien qu'il s'agit ici de personnes âgées ou infirmes et exonérées de la supertaxe.

Votre Commission n'a pu s'y rallier et, à l'unanimité de ses membres, elle vous propose le maintien de l'article 40^{bis} et, par conséquent, la suppression des alinéas 6, 7 et 8 de l'article 10.

Tenant compte, cependant, de la situation financière elle admettrait qu'en compensation du sacrifice à consentir aux ascendants nécessiteux, la partie mobile, qui constitue en somme un secours exceptionnel pour la période de vie chère, ne soit pas accordée aux ascendants se trouvant dans l'aisance.

ART. 11.

Cet article établit la façon dont le montant de la partie mobile sera fixé et payé. La règle est la même que pour la partie mobile des traitements, avec cette différence qu'elle sera déterminée par semestre au lieu de l'être par trimestre. Cette façon de procéder facilite sérieusement les opérations de liquidation et ne lèse en rien les intéressés.

ART. 12.

Pour les pensions d'invalidité la partie mobile sera calculée de la façon suivante : chaque série de 30 points de l'Index number, au delà de 300, donnera lieu à l'attribution d'une tranche d'un import de 10 % de la partie fixe. Toutefois le calcul ne se fera sur l'intégralité de la partie fixe que pour les cinq premières tranches. A partir de la sixième il sera pris comme base de calcul, non pas le montant réel de la partie fixe, mais le montant de la partie fixe de la pension du soldat, quel que soit le grade du bénéficiaire. Cette disposition qui est imposée par la nécessité de limiter la dépense, maintient aux intéressés les avantages acquis par l'octroi de la vie chère.

Tableau indiquant le montant total de la pension du soldat pensionné sur les bases de l'article 7 des lois coordonnées (blessures et infirmités de guerre et assimilées) partie fixe et partie mobile calculée sur huit tranches.

Degré d'invalidité.	A Taux de la pension (temps de paix) tableau II de la loi.	B Taux majoré de 50 % (temps de guerre) et de la surpension aux invalides à 60 % et plus ⁽¹⁾ .	C Taux de la colonne B, augmenté de la vie chère (50 %) soit le taux actuel.	D Taux d'après le projet de loi (8 tranches) (taux colonne B, majoré des 8/10).
25 %	600 »	900 »	1,350 »	1,620 »
50 %	1,200 »	1,800 »	2,700 »	3,240 »
60 %	1,440 »	2,376 »	3,564 »	4,276 80
65 %	1,560 »	2,574 »	3,861 »	4,633 20
70 %	1,680 »	2,898 »	4,347 »	5,216 40
75 %	1,800 »	3,105 »	4,657 50	5,589 »
80 %	1,920 »	3,436 »	5,184 »	6,220 80
85 %	2,040 »	3,772 »	5,658 »	6,789 60
90 %	2,160 »	4,050 »	6,075 »	7,290 »
95 %	2,280 »	4,275 »	6,412 50	7,695 »
100 %	2,400 »	4,680 »	7,020 »	8,424 »

⁽¹⁾ Article 89 de l'arrêté royal du 14 novembre 1923 confirmé par l'article 10 du projet de loi.
N. B. Ce tableau ne tient pas compte des majorations de pension pour enfant, tierce personne, etc., sur lesquelles la partie mobile est également applicable.

La partie mobile des ayants droit, veuves, orphelins, ascendants, etc. sera, en chiffres ronds, de 10 % de la partie fixe jusque 1,500 francs et de 2 1/2 sur la partie supérieure.

Les veuves remariées n'ayant pas d'enfants remplissant les conditions requises, pour obtenir les majorations de pensions établies par l'article 37 des lois coordonnées, ne recevront pas la partie mobile.

ART. 13.

Le premier article stipule qu' « en aucun cas la partie mobile ne peut dépasser le montant de sa base ».

Des membres ont proposé la suppression de cette disposition, estimant qu'elle allait à l'encontre du but même du projet : « accorder une partie mobile constamment en rapport avec les fluctuations du coût de la vie ».

Cette limitation du montant de la partie mobile se justifie pour les allocations accordées à des ayants droit des victimes civiles et militaires, pour lesquelles la partie mobile est calculée non pas sur le montant réel de la partie fixe, mais en comptant la dernière fraction de centaine pour une centaine entière. Elle n'a d'ailleurs pas très grande importance dans ce cas.

Pour les autres cas, limiter le montant de la partie mobile à celui de la partie fixe, c'est en fait limiter à dix le nombre de tranches, c'est arrêter l'augmenta-

tion dès que la moyenne de l'indice de cherté de vie servant de base pour l'établissement des tranches dépassera 600.

Votre rapporteur s'est mis en rapport avec le Gouvernement à ce sujet. Voici ce qui nous a été déclaré :

« Dans l'état de détresse où se trouvent les finances publiques, il ne faut pas que les fluctuations du coût de la vie puissent alourdir, à un moment donné, les charges du Trésor, sans que l'intervention de la Législature soit requise. Une nouvelle loi devrait donc être votée si le renchérissement de toutes choses devait entraîner l'attribution de plus de dix tranches. »

En présence de cette déclaration la majorité de la Section a maintenu la disposition de limitation. Celle-ci ne lèse actuellement aucun intérêt. Si, par malheur, le coût de la vie devait encore augmenter considérablement, le Parlement aurait à envisager les mesures nécessaires.

Le deuxième alinéa de l'article 13 stipule que *« pour la femme de l'invalidé la partie mobile ne peut excéder celle à laquelle le mari aurait pu prétendre en cas de survie »*.

L'exposé des motifs ne dit rien pour justifier cette clause. Elle a été inspirée, nous a-t-il été déclaré, par l'idée qu'il ne serait pas logique d'accorder à la veuve d'un invalide une partie mobile plus élevée que celle qu'aurait touchée ou qu'aurait pu toucher son mari en vie.

Si on admettait ce raisonnement il faudrait, logiquement, l'appliquer non pas à la partie mobile mais à la partie fixe qui constitue la base de la pension. Or, il n'en est pas et il n'en peut être ainsi. La pension est la même pour la veuve du militaire tué à l'ennemi que pour la veuve de l'invalidé décédé des suites de l'invalidité pour laquelle il a été pensionné.

Le pourcentage de l'invalidité n'a rien à voir en l'occurrence. Or c'est celui-ci qui fait que la disposition restrictive causera ou non un préjudice à la veuve. Elle n'aura pas d'effet pour les femmes d'invalides ayant plus de 40 % d'invalidité. Elle jouera dans les autres cas.

Prenons, par exemple, le cas d'une veuve d'un invalide à 20 %. La pension actuelle de celui-ci serait de 1,296 francs (720 de fixe + 8×72 ou 576 de mobile). La pension de la veuve serait de 1,500 francs de fixe plus la mobile du mari soit $1,500 + 576 = 2,076$ francs alors que la pension de la veuve dont le mari a été tué à la guerre serait de $1,500 + 1,200$ ou 2,700 francs.

Cette différence de traitement a paru injustifiable à la Section centrale. Si l'invalidé meurt des suites de son invalidité (et c'est dans ce cas seulement que la veuve a droit à la pension) n'est-il pas évident que, à l'époque de son décès du moins, il avait un degré d'invalidité supérieur à celui dont il jouissait? Au surplus, il n'y a pas lieu d'envisager ici le montant de la partie mobile que le mari touchait mais le fait que par la mort de son mari la veuve se voit privée de toutes les ressources que celui-ci procurait au ménage par son travail.

Nous proposons, en conséquence, à l'unanimité, la suppression de l'alinéa 2 de l'article 13.

ART. 14.

La loi devant, en vertu de l'article 15, avoir effet rétroactif au 1^{er} janvier 1926, il se pourrait que des titulaires de pensions soient décédés au moment de la promulgation. Les arriérés reviendraient dans ce cas aux héritiers. L'article 14 a

pour but de l'empêcher et stipule, qu'en l'occurrence, les arriérés ne seraient pas dus.

Si on peut admettre que des parents éloignés n'aient aucun droit à ces arriérés, il n'en est certes pas de même pour l'épouse ni pour les enfants. Il faudrait donc tout au moins faire exception pour le conjoint et les héritiers en ligne directe. Mais il est à remarquer, d'autre part, que les indemnités de vie chère restent acquises, même en cas de décès du bénéficiaire, et alors les arriérés deviennent fort peu importants.

Dans ces conditions, la Section centrale estime qu'il vaut mieux supprimer la disposition.

ART. 15.

Cet article donne effet rétroactif à la loi à la date du 1^{er} janvier 1926.

Des membres auraient voulu que la rétroactivité fut reportée au 1^{er} janvier 1925. Si les membres de la Section avaient pu laisser parler leur cœur, ils se seraient tous ralliés à cette proposition. Malheureusement, ils ont dû s'incliner devant l'argument : la situation financière s'oppose absolument à toute aggravation des charges que le projet entraîne. Donner au projet un an de rétroactivité en plus, occasionnerait une dépense de 59 millions de francs, car il ne pourrait être question de ne pas prendre alors la même décision pour les victimes civiles.

ART. 16.

Les indemnités de vie chère accordées successivement aux invalides militaires et à leurs ayants droit l'ont été par des arrêtés royaux alors que celles accordées aux victimes civiles de la guerre et aux pensionnés de retraite l'ont été par des lois. Cette dernière procédure est plus conforme à la légalité.

L'article 16 régularise définitivement les décisions prises par les arrêtés royaux accordant les indemnités de vie chère.

Il va de soi que les indemnités de l'espèce, payées pour la partie postérieure au 1^{er} janvier 1926, viendront en déduction des arriérés auxquels les intéressés auraient droit du chef de la partie mobile. Pour éviter toute équivoque, une disposition spéciale devrait être ajoutée à l'article 16.

ART. 18.

Des arrêtés royaux ont prorogé à diverses reprises les délais endéans lesquels les intéressés peuvent solliciter une revision de leur pension en cas d'aggravation, soit faire valoir des droits éventuels à une pension d'invalidité. Les derniers délais accordés expirent, selon les cas, respectivement le 31 décembre 1928 et le 24 mai 1927.

L'article 18 tend à fixer définitivement comment ces délais pourraient encore être prorogés à l'avenir : le pouvoir en appartiendrait désormais à la législature.

Tout en admettant que les plus grandes facilités doivent être accordées aux vrais invalides pour faire valoir leurs droits, il faut cependant viser à empêcher les abus. Depuis le 13 mai 1925, date de l'arrêté royal prorogeant le délai pour l'introduction de nouvelles demandes de pension, soit en un an de temps, 15,000 demandes de l'espèce ont été introduites.

Il se conçoit parfaitement que ce ne soit plus l'Administration mais le Parlement qui décide désormais des conditions dans lesquelles les demandes seront encore recevables. La Section centrale a adopté cette manière de voir à l'unanimité.

ART. 19.

Cet article est clairement justifié dans l'exposé des motifs. Il convient cependant de bien remarquer que si le bénéfice du chapitre II est acquis avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1926 il ne s'en suit pas que l'article 68 doive être considéré comme étant abrogé à la même date pour ceux qui en ont régulièrement bénéficié. Cet article ne cessera d'être en vigueur qu'à partir du premier jour du trimestre suivant la promulgation de la loi.

* * *

Lors de l'examen en section, un membre avait demandé qu'une disposition analogue à celle de l'article 6 autorisant le cumul pour les victimes civiles soit insérée dans le chapitre II pour les invalides militaires.

Ce cumul étant autorisé par l'article 66 des lois coordonnées il n'y a pas lieu d'en faire l'objet d'une nouvelle disposition dans le projet actuel.

* * *

La Section centrale a examiné attentivement et avec la plus grande bienveillance les revendications formulées par les associations des invalides militaires et civils. Elle y a fait droit dans toute la mesure compatible avec l'état de nos finances. Ce n'est pas sans serrement de cœur qu'elle s'est résignée à ne pas faire davantage.

Le projet apporte incontestablement une amélioration sérieuse à la situation actuelle.

La Section centrale demande à la Chambre de vouloir bien le voter sans délai et de donner ainsi à nos chers invalides une nouvelle preuve d'affection et de reconnaissance.

Le Rapporteur,
C. FIEULLIEN.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

**Amendements proposés par la
Section centrale.**

ART. 3.

Remplacer le troisième et le quatrième alinéas par le texte ci-après :

Le supplément mobile des allocations des victimes civiles de la guerre est fixé à autant de fois un dixième du montant global des allocations que l'indice simple comprend, au delà du nombre 300, de tranches indivisibles de

**Amendementen
door de Middenafdeeling ingediend.**

ART. 3.

De derde en de vierde alinea door den volgende tekst te vervangen :

De veranderlijke bijslag van de toelagen der burgerlijke slachtoffers van den oorlog wordt bepaald op zooveel maal een tiende van het globaal bedrag van de toelagen, als het eenvoudig verhoudingscijfer, boven het getal 300, ondeel-

30 points, toute fraction comptant pour une tranche complète.

Pour les allocations prévues à l'article 5 des lois coordonnées par l'arrêté royal du 19 août 1921, le taux annuel de base du supplément mobile est calculé, sur le montant global des allocations, à raison de 10 francs par 100 francs pour les quinze premières centaines et de fr. 2.50 par 100 francs pour les autres, toute fraction comptant pour une centaine entière. Il est attribué autant de fois que l'indice simple comprend, au delà du nombre 300, de tranches indivisibles de 30 points, toute fraction comptant pour une tranche complète.

Dans le cas où le conjoint de la victime est encore en vie, l'allocation des enfants, petits enfants, frères et sœurs est réputée former un tout avec l'allocation du conjoint pour l'application de l'alinéa précédent.

ART. 5.

Supprimer le deuxième alinéa.

ART. 7.

Supprimer cet article.

ART. 10.

Alinéa 5 : **remplacer la dernière ligne par les mots : « 40 et 40^{bis} des mêmes lois ».**

Alinéas 6, 7 et 8 : **supprimer ces alinéas.**

ART. 13.

Supprimer le deuxième alinéa.

ART. 14.

Supprimer cet article.

ART. 15.

Supprimer les mots : « sans

bare schijven van 30 punten bevat, waarbij elke breuk voor een volle schijf telt.

Voor de toelagen voorzien bij artikel 5 der bij Koninklijk besluit van 19 Augustus 1921 samengeordende wetten, wordt het jaarlijksch grondslagbedrag van den veranderlijken bijslag berekend op het gezamenlijk bedrag der toelagen tegen 10 frank per 100 frank voor de eerste vijftien honderdtallen en tegen fr. 2.50 per 100 frank voor de overige, waarbij elke breuk voor een geheel honderdtal telt. Het wordt zooveel maal toegekend, als het eenvoudig verhoudingscijfer, boven het getal 300, ondeelbare schijven van 30 punten bevat, waarbij elke breuk voor een volle schijf telt.

In geval de echtgenoot van het slachtoffer nog in leven is, wordt, voor de toepassing van de vorige alinea, de toelage der kinderen, kleinkinderen, broeders en zusters gehouden een geheel uit te maken met de toelage van de echtgenoot.

ART. 5.

De tweede alinea te doen wegvallen.

ART. 7.

Dit artikel weg te laten.

ART. 10.

Alinea 5 : **de laatste regel te vervangen door de woorden : « 40 en 40^{bis} van dezelfde wetten ».**

Alinéas 6, 7 en 8 : **ze weg te laten.**

ART. 13.

De tweede alinea weg te laten.

ART. 14.

Dit artikel weg te laten.

ART. 15.

De woorden : « Onverminderd de

préjudice de l'application de l'article précédent ».

toepassing van vorig artikel » te doen wegvallen.

ART. 16.

Ajouter un troisième alinéa ainsi conçu :

Les indemnités de vie chère payées pour la partie postérieure au 1^{er} janvier 1926 viendront en déduction des arriérés auxquels les intéressés auraient droit du chef de la partie mobile.

ART. 16.

Een derde alinea toevoegen, luidende :

De duurtebijslagen uitgekeerd voor het gedeelte van lateren datum dan 1 Januari 1926, komen in vermindering van de achterstallen waarop de belanghebbenden zouden recht hebben uit hoofde van het veranderlijk gedeelte.

ART. 19.

Ajouter un second alinéa libellé comme suit :

Pour ceux qui en ont bénéficié régulièrement, elle cessera d'être applicable à partir du premier jour du trimestre suivant la promulgation de la présente loi.

ART. 19.

Een tweede alinea toe te voegen, luidende :

« Voor degenen, die daarvan regelmatig hebben genoten, houdt zij op van toepassing te zijn van af den eersten dag van het trimester volgende op de afkondiging van deze wet. »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JUNI 1926.

Ontwerp van wet betreffende de wederaanpassing van de jaarlijksche toelagen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog en aan dezer rechtshabenden, alsmede van de pensioenen en toelagen bedoeld in de titels II en III van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER FIEULLIEN.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp bestaat uit twee klaar onderscheiden deelen : het eerste betreft de burgerlijke slachtoffers van den oorlog; het tweede de militaire slachtoffers.

Het bedrag der pensioenen en uitkeeringen ten voordeele van de slachtoffers en dezer rechtshabenden werd bepaald bij de wet van 10 Juni 1919, gewijzigd bij de wet van 25 Juli 1921 (samengeordend d. d. 19 Augustus 1921), voor de burgerlijke slachtoffers, en, anderdeels, bij het Koninklijk besluit van 11 Augustus dat de samengeordende wetten bevat voor de militaire slachtoffers.

Deze bedragen werden vastgesteld op grondslag van de levensduurte op het oogenblik dat de wetten werden goedgekeurd. Doch, vermits de levensduurte bij voortduur steeg bleken deze bedragen weldra onvoldoende te wezen, en men moest dus maatregelen treffen om daarin te voorzien. Op grond van wetten voor de burgerlijke slachtoffers, en van Koninklijke besluiten voor de militaire slachtoffers, werden vergoedingen wegens levensduurte verleend.

Dit geïmproviseerd stelsel kon met het oog op de toekomst slechts voorloopig zijn, en tegenover de voortdurende stijging der levensduurte dient men, in de plaats daarvan, eene definitieve regeling te stellen, die aangepast zij aan de schommelingen van de prijzen der bestaansmiddelen.

Dit beoogt dit wetsontwerp.

(1) Wetsontwerp, n^o 214.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit de heeren de Burlet, Ernest, Janson, Theelen, Van Hoeck en Fieullien.

*
*
*

De grondslag der voorgestelde regeling is dezelfde als die waarop de wedden van het Staatspersoneel berusten, en ook als die welke is voorgesteld voor de pensioenen van de Staatsagenten en van dezer weduwen en weezen. De vergoeding wegens levensduurte wordt vervangen door eene uitkeering, veranderlijke bijslag of « veranderlijk deel » genoemd, dat stijgt of daalt met het index-cijfer.

EERSTE HOOFDSTUK.

Dit hoofdstuk regelt den veranderlijken bijslag die wordt toegekend aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog en aan hunne rechthebbenden.

Artikel 3 bepaalt het jaarlijksch bedrag op grond waarvan de veranderlijke bijslag berekend wordt, te zeggen voor elke reeks van 30 punten (boven het getal 300 van het index-cijfer) : 10 frank per 100 frank voor de eerste vijftien honderdtallen en fr. 2.50 per 100 frank voor de volgende honderdtallen.

Dit afnemend bedrag heeft voor gevolg, dat de slachtoffers die met een hoog invaliditeitsprocent zijn bezwaard, benadeeld worden.

De invalide met 50 t. h. invaliditeit zou thans 1,200 frank als veranderlijke bijslag bekomen, terwijl hij die volkomen invalide is 1,480 frank krijgen zou, dus slechts 280 frank meer dan de eerste.

Uwe Commissie kan met dergelijke regeling niet instemmen en eenparig stellen hare leden u voor, het jaarlijksch grondbedrag van den veranderlijke bijslag berekend naar het globaal bedrag van het vast gedeelte, te brengen op 10 t. h. per reeks. Een zelfde grondslag werd voorgesteld voor de militaire invaliden, met dit onderscheid nochtans dat dezen, wanneer zij 60 t. h. en meer invaliditeit hebben, bovendien een bijkomend pensioen genieten, dat de burgerlijke invaliden niet bekomen.

De grondslag van 10 frank en van fr. 2.50 zou behouden blijven voor de weduwen, de weezen en dezer rechthebbenden, zooals voor de militaire pensioengerechtigden.

Onderstaande tabel vermeldt het bedrag der toegekende sommen (vast gedeelte en veranderlijke bijslag volgens het wetsontwerp en volgens de wijziging door de Middenafdeeling voorgesteld.

Bedrag voor de gepensionneerde invaliden op grondslag van een maximum van 2,880 frank met veranderlijken bijslag berekend over 8 reeksen :

Graad van invaliditeit.	Wettelijk bedrag.	Met duurtelbijslag.	Volgens het ontwerp.	Volgens de Middenafdeeling.
25 t. h.	720	1,008	1,360	1,296
50 t. h.	1,440	2,016	2,640	2,592
60 t. h.	1,728	2,419 20	2,988	3,110
65 t. h.	1,872	2,620 80	3,152	3,370
70 t. h.	2,016	2,816	3,336	3,629
75 t. h.	2,160	2,960	3,500	3,888
80 t. h.	2,304	3,104	3,684	4,147
85 t. h.	2,448	3,248	3,848	4,406
90 t. h.	2,592	3,392	4,012	4,666
90 t. h.	2,736	3,536	4,196	4,934
100 t. h.	2,880	3,680	4,360	5,184

Bedrag voor de gepensioneerde invaliden op grondslag van 3,600 frank (schade ondergaan ten gevolge van het stellen eener vaderlandlievende daad) :

Graad der invaliditeit.	Wettelijk bedrag.	Met duurtebijslag.	Volgens het ontwerp.	Volgens de Middenafdeeling.
25 t. h.	900	1,260	1,620	1,620
50 t. h.	1,800	2,520	3,060	3,240
60 t. h.	2,160	2,960	3,500	3,888
65 t. h.	2,340	3,140	3,720	4,212
70 t. h.	2,520	3,320	3,940	4,536
75 t. h.	2,700	3,500	4,140	4,860
80 t. h.	2,880	3,680	4,360	5,184
85 t. h.	3,060	3,860	4,580	5,508
90 t. h.	3,240	4,040	4,800	5,832
95 t. h.	3,420	4,220	5,020	6,156
100 t. h.	3,600	4,400	5,220	6,480

Aanmerking. — Deze tabel maakt geen melding van de verhoogingen voor kinderen, enz., welke insgelijks voor de berekening van den veranderlijken bijslag in aanmerking komen.

ART. 5 en 7.

De Middenafdeeling stelt de intrekking voor van de tweede alinea van artikel 5 alsmede de intrekking van artikel 7.

De redenen daarvan kan men vinden in de beschouwingen van dit verslag betreffende de artikelen 13 en 14 van het hoofdstuk II, waarin dergelijke bepalingen voorkomen.

HOOFDSTUK II.

Dit hoofdstuk behelst het tweede deel van het wetsontwerp. Het betreft de pensioenen en uitkeeringen aan de militaire invaliden, aan dezer weduwen en weezen en andere rechthebbenden, nader omschreven in artikel 9.

ART. 10.

Dit artikel bevat onderscheidene bepalingen van verschillenden aard. Beter ware dit artikel gesplitst geweest.

* * *

De alinea's 1, 4 en 5 betreffen het vast gedeelte waarop het veranderlijk gedeelte wordt berekend. Het vast gedeelte bevat niet enkel de hoofdsom van het pensioen, doch ook, desgevallend, de verhoogingen en aanvullingen wegens kinderen, bijpensioen, derde personen, enz.

* * *

De tweede alinea regelt op definitieve wijze de pensioensverhoging aan de zware invaliden toegekend door het Koninklijk besluit van 14 November 1923, en maakt deze ook toepasselijk voor de invaliden die onder de toepassing vallen

van het tweede lid van artikel 12 der samengeordende wetten (wonden of lichaamsgebreken van voor den oorlog, maar verergerd gedurende den oorlog).

Het toegekende bijpensioen verschilt volgens den graad van invaliditeit en klimt met dezen. Het gaat van 10 t. h. van het bedrag van het pensioen voor de invaliden met 60 tot 65 t. h. invaliditeit, tot 30 t. h. van het pensioen der invaliden met 90 t. h. en meer.

* *

Het zesde lid doet artikel 40^{bis} van de samengeordende wetten wegvallen.

Om duidelijk de beteekenis van deze bepaling te begrijpen is er eenige opheldering noodig.

Krachtens de artikelen 39 en 40 van de samengeordende wetten wordt aan de ouders of grootouders van de gesneuvelde of verdwenen militairen, bij gebreke van weduwen of weezen, eene toelage verleend die naar gelang de gevallen gaan kan van 200 tot 800 frank.

De wet van 31 Juli 1923 verhoogt deze toelagen voor degenen die tenminste 60 jaar oud zijn of door ziekten of lichaamsgebreken zijn aangedaan, die eene doorlopende invaliditeit van 50 t. h. of meer medebrengen en *vrijgesteld zijn van het minimum der supertaxe*. Deze bepaling is neergelegd in artikel 40^{bis} dat het ontwerp voorstelt te doen wegvallen.

Deze intrekking benadeelt op gevoelige wijze de belangen van de behoeftigste ouders of grootouders. Merken wij wel op dat het hier bejaarde of gebrekkige en van de supertaxe vrijgestelde personen geldt.

Uwe Commissie heeft zich daarbij niet kunnen aansluiten en eenparig stelt zij u voor artikel 40^{bis} te behouden en bij gevolg het intrekken van de alinea's 6, 7 en 8 van artikel 10.

Met inachtneming evenwel van den financieelen toestand zou zij aannemen dat als vergoeding voor de hulp, aan de behoeftige ascendenten toe te kennen, het veranderlijk gedeelte, dat op stuk van zaken een uitzonderlijke tegemoetkoming is voor het tijdperk van levensduurte, niet verleend wordt aan de ouders of grootouders die in welstand verkeerden.

ART. 11.

Dit artikel bepaalt de wijze waarop het bedrag van het veranderlijk gedeelte zal vastgesteld en betaald worden. De regel is dezelfde als voor het veranderlijk gedeelte der jaarwedden, met dit verschil dat zij zal berekend worden per semester in plaats van per trimester. De verrichtingen van de uitkeering worden op die wijze merkkelijk vergemakkelijkt en de belanghebbenden lijden geen enkel nadeel.

ART. 12.

Voor de invaliditeitspensioenen zal het veranderlijk gedeelte berekend worden als volgt : elke reeks van 30 punten van het index-cijfer, boven 300, geeft aanleiding tot het toekennen van eene reeks van eene belasting van 10 t. h. van het vaste gedeelte. De berekening zal evenwel over de geheele som van het vaste gedeelte slechts gedaan worden voor de eerste vijf reeksen. Van af de zesde zal men als grondslag voor de berekening niet het werkelijk bedrag van het vaste gedeelte nemen, maar het bedrag van het vaste gedeelte van het pensioen van den soldaat, welke ook de graad weze van den rechthebbende.

Deze bepaling, opgelegd door de behoefte van de uitgave te beperken, behoudt aan de belanghebbenden de voordeelen van den duurtebijslag.

Aanwijzende tabel van het geheele bedrag van het pensioen van den gepensionneerden soldaat op de grondslagen van artikel 7 der samengeordende wetten (oorlogsverwondingen en -lichaamsgebreken en daarmede gelijkgestellten) vast gedeelte en veranderlijk gedeelte berekend over acht reeksen.

Graad der invaliditeit.	A Pensioenbedrag (vredestijd) tabel II der wet.	B Bedragen verhoogd met 50 % (oorlogstijd) en de toeslagen aan de invaliden met 60 % en meer ⁽¹⁾ .	C Bedragen van de kolom B, verhoogd met den duurtebijslag (50 %) of het huidige bedrag.	D Bedragen volgens het wetsontwerp (8 schijven) (bedragen kolom B, verhoogd met de ⁶ / ₁₀).
25 %	600 »	900 »	1,350 »	1,620 »
50 %	1,200 »	1,800 »	2,700 »	3,240 »
60 %	1,440 »	2,376 »	3,564 »	4,276 80
65 %	1,560 »	2,574 »	3,861 »	4,633 20
70 %	1,680 »	2,898 »	4,347 »	5,216 40
75 %	1,800 »	3,403 »	4,657 50	5,589 »
80 %	1,920 »	3,456 »	5,184 »	6,220 80
85 %	2,040 »	3,772 »	5,658 »	6,789 60
90 %	2,160 »	4,030 »	6,075 »	7,290 »
95 %	2,280 »	4,275 »	6,412 50	7,695 »
100 %	2,400 »	4,680 »	7,020 »	8,424 »

⁽¹⁾ Artikel 89 van het Koninklijk besluit van 14 November 1923 bevestigd door artikel 10 van het wetsontwerp.

N. B. — Deze tabel houdt geen rekening met de pensioensverhoogen wegens kinderen, derde personen, enz., op dewelke het veranderlijke gedeelte insgelijks toepasselijk is.

Het veranderlijk gedeelte van de rechthebbenden, weduwen, weezen, bloedverwanten in de opgaande linie, enz., zal in afgeronde cijfers 10 t. h. bedragen van het vaste gedeelte tot 1,500 frank en 2 1/2 t. h. op het hooger gedeelte.

De hertrouwde weduwen, zonder kinderen, welke de vereischte voorwaarden vervullen om de pensioensverhoogen te bekomen, gevestigd bij artikel 3 der samengeordende wetten, zullen het veranderlijk gedeelte niet ontvangen.

ART. 13.

Artikel 3 bepaalt dat *het veranderlijk deel in geen geval mag hooger belooopen dan de grondslag er van.*

Sommige leden hebben de weglating van deze bepaling voorgesteld, oordeelende dat zij in strijd was met het doel zelf van het ontwerp « een veranderlijk deel toe te kennen, dat gestadig in verband staat met de op- en -afgaande levensduurte. »

Deze beperking van het bedrag van het veranderlijk deel is gerechtvaardigd voor de vergoedingen aan rechthebbenden van de burgerlijke en militaire slachtoffers, voor dewelke het veranderlijk gedeelte wordt berekend niet op het wezenlijk beloop van het vast gedeelte, doch door de laatste breuk van een honderdtal voor een geheel honderdtal te rekenen.

In dit geval biedt zij, trouwens, geen groot belang.

Voor de overige gevallen, beteekent de beperking van het beloop van het veranderlijk gedeelte tot het vast gedeelte, zooveel als het getal der schijven tot 10 te willen beperken; alzoo zou men de verhooging stuiten van zoodra het gemiddelde van het duurte-index 600 zou overschrijden.

Uw verslaggever heeft zich met de Regeering dienaangaande in betrekking gesteld. Ons werd verklaard :

« In den benarden toestand waarin zich de Staatsfinanciën bevinden, mag het niet gebeuren dat schommelingen van de levensduurte, op een gegeven oogenblik, de Staatslasten komen verzwaren, zonder dat de wetgever geroepen worde om tusschenbeide te komen. Een nieuwe wet zou dus moeten aangenomen worden indien de prijsverhoging van alle dingen de toekenning van meer dan tien schijven moest veroorzaken »

Ten aanzien van deze verklaring heeft de meerderheid der Afdeeling de beperkende bepaling behouden. Deze benadeelt thans geene belangen. Zoo de levensduurte bij ongeluk noch aanzienlijk moest toenemen, dan zou het Parlement naar de noodige maatregelen moeten uitzien.

Het tweede lid van artikel 13 bepaalt dat « voor de vrouw van den invalide het veranderlijk gedeelte niet dat mag overtreffen waarop de echtgenoot, in geval van overleving aanspraak zou kunnen maken. »

De Memorie van Toelichting zegt niets om deze bepaling te rechtvaardigen. Zij werd ingegeven, heeft men verklaard, door de gedachte dat het niet logisch zou wezen aan de weduwe van een invalide een veranderlijk gedeelte toe te kennen dat meer bedraagt dan het gedeelte dat haar echtgenoot, in leven, zou ontvangen of mogen ontvangen hebben.

Neeft men deze redeneering aan, dan moet zij, logisch gesproken, niet toegepast worden op het veranderlijk gedeelte maar op het vast gedeelte dat den grondslag van het pensioen uitmaakt. Dit is echter het geval niet en dit mag ook niet. Het pensioen is hetzelfde voor de weduwe van den gesneuvelden soldaat als voor de weduwe van den invalide die overleden is ten gevolge van de invaliditeit waarvoor hij gepensionneerd werd.

Het percentage van de invaliditeit moet in dit geval niet in aanmerking genomen worden.

Het is echter door dit percentage dat de beperkende bepaling al of niet de weduwe zal benadeelen. Zij zal inderdaad geene uitwerking hebben voor de weduwen van invaliden met meer dan 40 t. h. invaliditeit. Zij zal in de andere gevallen wel toegepast worden.

Laat ons b. v. het geval onderzoeken van de weduwe van een invalide met 20 t. h. Het huidige pensioen van den invalide zou 1,296 frank beloozen (720, vast gedeelte + 8×72 of 576, veranderlijk gedeelte). Het pensioen van de weduwe zou 1,500 frank beloozen (vast gedeelte) waarbij te voegen is het veranderlijk gedeelte van den echtgenoot, hetzij $1,500 + 576 = 2,076$ frank, terwijl het pensioen van de weduwe wier echtgenoot gesneuveld is, zou bedragen : $1,500 + 1,200$ of 2,700 frank.

De Middenafdeeling heeft gevonden dat dit verschil in de behandeling niet te rechtvaardigen was. Zoo de invalide overlijdt ten gevolge van zijne invaliditeit (en de weduwe heeft slechts in dit geval recht op een pensioen) is het dan niet vanzelfsprekend dat, op het oogenblik van het overlijden ten minste, de graad der invaliditeit het percentage overtreft dat men hem heeft toegekend? Daarbij moet hier het bedrag van het veranderlijk gedeelte niet in acht genomen worden dat door den echtgenoot ontvangen werd, maar wel het feit dat de weduwe,

wegens het overlijden van haar man, beroofd wordt van al de inkomsten die hij door zijn werk aan het huisgezin verzekerde.

Wij stellen dienvolgens voor, het tweede lid van artikel 13 te laten wegvallen.

Art. 14.

Daar de wet, volgens artikel 15, terugwerkende kracht heeft op 1 Januari 1926, kan het gebeuren dat de gepensioneerden overleden zijn bij de afkondiging. In dit geval zouden de achterstallen aan de erfgenamen toekomen. Artikel 14 streeft er naar dit te vermijden en bepaalt dat in dit geval de achterstallen niet moeten uitbetaald worden.

Zoo men kan aannemen dat verre verwanten geene aanspraak mogen maken op deze achterstallen, dan is dit geenszins hetzelfde voor de echtgenoot en voor de kinderen. Men zou dus ten minste eene uitzondering moeten maken voor den echtgenoot en voor de rechtsreeksche erfgenamen. Er dient echter anderzijds aangestipt te worden dat de duurtetoeslagen toegekend blijven, zelfs in geval de rechthebbende overlijdt en dan worden de achterstallen weinig belangrijk.

In deze omstandigheden is de Middenafdeeling van gevoelen dat het beter is de bepaling te laten wegvallen.

Art. 15.

Krachtens dit artikel heeft de wet terugwerkende kracht op 1 Januari 1926.

Enkele leden wenschten terugwerkende kracht op 1 Januari 1925. Hadden de leden van de Middenafdeeling hun gevoel mogen laten spreken, dan zouden zij allen dit voorstel goedgekeurd hebben. Ongelukkiglijk moeten zij aan dit voornemen verzaken wegens het argument van den financieelen toestand; deze verzet zich op volstrekte wijze tegen elke verzwaring van de lasten die het ontwerp na zich sleept. Aan het ontwerp terugwerkende kracht geven op 1 Januari 1925, zou eene uitgave van 59 millioen frank veroorzaken want er zou geen sprake kunnen van zijn hetzelfde besluit niet te nemen voor de burgerlijke slachtoffers.

Art. 16.

De achtereenvolgens aan de militaire invaliden en aan hunne rechthebbenden verleende duurtetoeslagen, werden krachtens Koninklijke besluiten toegestaan terwijl de toeslagen, verleend aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog en aan die welke een rustpensioen genieten, toegekend werden krachtens wetten. Deze laatste procedure komt beter overeen met de wettelijkheid.

Artikel 16 regelt op definitieve wijze de beslissingen genomen door de koninklijke besluiten houdende verleening van duurtetoeslagen.

Het spreekt vanzelf dat dergelijke toeslagen, op 1 Januari 1926 voor het latere gedeelte uitbetaald, zullen afgehouden worden van de achterstallen waarop de belanghebbenden zouden recht hebben, uit hoofde van het veranderlijk gedeelte. Om elke dubbelzinnigheid te vermijden zou eene bijzondere bepaling aan artikel 16 dienen toegevoegd te worden.

Art. 18.

Herhaaldelijk werden, bij Koninklijk besluit, de termijnen verlengd binnen welke de belanghebbenden eene herziening van hun pensioen mogen aanvragen in geval van verergering, of hun gebeurlijk recht op een invaliditeitspensioen mogen doen gelden. De laatst verleende termijnen loopen volgens de gevallen, onderscheidenlijk ten einde op 31 December 1928 en 24 Mei 1927.

Artikel 18 streeft er naar op definitieve wijze vast te stellen hoe deze termijnen

in de toekomst nog zouden kunnen verlengd worden : de bevoegdheid daartoe berust voortaan bij de Wetgevende Macht.

Men geeft toe dat men het de ware invaliden zoo gemakkelijk als mogelijk moet maken hun recht te doen gelden; er moet echter naar gestreefd worden de misbruiken te verhinderen. Sedert 13 Mei 1925, datum van het Koninklijk besluit houdende verlenging van den termijn voorzien voor het indienen van nieuwe pensioenaanvragen, d. i. een jaar tijds, werden 15,000 dergelijke aanvragen ingediend.

Men kan heel wel aannemen dat het Parlement en niet het Bestuur, voortaan bepaalt onder welke voorwaarden de aanvragen ontvankelijk zullen zijn. De Middenafdeeling heeft deze zienswijze eensgezind goedgekeurd.

ART. 19.

Dit artikel is duidelijk gebillijkt in de Memorie van Toelichting. Men moet echter goed opmerken dat, zou het voorrecht van hoofdstuk II verkregen is met terugwerkende kracht op 1 Januari 1926, daaruit niet volgt dat artikel 68 moet aangezien worden als ingetrokken op denzelfden datum van degenen die er regelmatig hebben profijt van gehad. Dit artikel zal enkel ophouden van kracht te zijn te beginnen men den eersten dag van het trimester volgend op de afkondiging der wet.

* * *

Tijdens het onderzoek in de Afdeeling heeft een lid voorgesteld eene bepaling in het hoofdstuk II betreffende de militaire invaliden op te nemen, bepaling die zou overeenkomen met die van artikel 6 en de cumulatie voor de burgerlijke slachtoffers zou toelaten.

Deze cumulatie wordt echter toegelaten krachtens artikel 66 van de samengeordende wetten; het is dus niet noodig eene nieuwe bepaling dienaangaande in het huidig ontwerp op te nemen.

* * *

De Middenafdeeling heeft aandachtig en met de grootste welwillendheid de eischen van de vereenigingen van militaire en burgerlijke invaliden onderzocht. Zij heeft er gevolg aan gegeven in de mate waarin zulks overeen te brengen is met den toestand van onze financiën. Het is niet zonder leedwezen dat zij er aan verzaakt heeft meer te doen.

Het ontwerp verbetert op onbetwistbare wijze den bestaanden toestand.

De Middenafdeeling vraagt aan de Kamer het zonder verwijl te willen stemmen en aldus aan onze geliefde invaliden een nieuw bewijs van genegenheid en erkentelijkheid te geven.

De Verslaggever,
C. FIEULLIEN.

De Voorzitter,
L. PIRMEZ.

Amendements proposés par la Section centrale.

ART. 3.

Remplacer le troisième et le quatrième alinéas par le texte ci-après :

Le supplément mobile des allocations des victimes civiles de la guerre est fixé à autant de fois un dixième

Amendementen door de Middenafdeeling ingediend.

ART. 3.

De derde en de vierde alinea's door den volgenden tekst te vervangen :

De veranderlijke bijslag van de toelagen der burgerlijke slachtoffers van den oorlog wordt bepaald op zooveel maal

du montant global des allocations que l'indice simple comprend, au delà du nombre 300, de tranches indivisibles de 30 points, toute fraction comptant pour une tranche complète.

Pour les allocations prévues à l'article 5 des lois coordonnées par l'arrêté royal du 19 août 1924, le taux annuel de base du supplément mobile est calculé, sur le montant global des allocations, à raison de 10 francs par 100 francs pour les quinze premières centaines et de fr. 2.50 par 100 francs pour les autres, toute fraction comptant pour une centaine entière. Il est attribué autant de fois que l'indice simple comprend, au delà du nombre 300, de tranches indivisibles de 30 points, toute fraction comptant une une tranche complète.

Dans le cas où le conjoint de la victime est encore en vie, l'allocation des enfants, petits-enfants, frères et sœurs est réputée former un tout avec l'allocation du conjoint pour l'application de l'alinéa précédent.

ART. 5.

Supprimer le deuxième alinéa.

ART. 7.

Supprimer cet article.

ART. 10.

Alinéa 5 : remplacer la dernière ligne par les mots : « 40 et 40^{bis} des mêmes lois ».

Alinéas 6, 7 et 8 : supprimer ces alinéas.

ART. 13.

Supprimer le deuxième alinéa.

ART. 14.

Supprimer cet article.

een tiende van het globaal bedrag van de toelagen, als het eenvoudig verhoudingscijfer, boven het getal 300, ondeelbare schijven van 30 punten bevat, waarbij elke breuk voor een volle schijf telt.

Voor de toelagen voorzien bij artikel 5 der bij Koninklijk besluit van 19 Augustus 1924 samengeordende wetten, wordt het jaarlijks grondslagbedrag van den veranderlijken bijslag berekend op het gezamenlijk bedrag der toelagen tegen 10 frank per 100 frank voor de eerste vijftien honderdtallen en tegen fr. 2.50 per 100 frank voor de overige, waarbij elke breuk voor een geheel honderdtal telt. Het wordt zooveel maal toegekend, als het eenvoudig verhoudingscijfer, boven het getal 300, ondeelbare schijven van 30 punten bevat, waarbij elke breuk voor een volle schijf telt.

In geval de echtgenoot van het slachtoffer nog in leven is, wordt, voor de toepassing van de vorige alinea, de toelage der kinderen, kleinkinderen, broeders en zusters gehouden een geheel uit te maken met de toelage van de echtgenoot.

ART. 5.

De 2° alinea te doen wegvallen.

ART. 7.

Dit artikel weg te laten.

ART. 10.

Alinea 5 : de laatste regel te vervangen door de woorden : « 40 en 40^{bis} derzelfder wetten ».

De alineas 6, 7 en 8 weg te laten.

ART. 13.

De 2° alinea weg te laten.

ART. 14.

Dit artikel weg te laten.

ART. 15.

Supprimer les mots : « sans préjudice de l'application de l'article précédent ».

ART. 16.

Ajouter un troisième alinéa ainsi conçu :

Les indemnités de vie chère payées pour la partie postérieure au 1^{er} janvier 1926 viendront en déduction des arriérés auxquels les intéressés auraient droit du chef de la partie mobile.

ART. 19.

Ajouter un second alinéa libellé comme suit :

Pour ceux qui en ont bénéficié régulièrement elle cessera d'être applicable à partir du premier jour du trimestre suivant la promulgation de la présente loi.

ART. 15.

De woorden : « Onverminderd de toepassing van vorig artikel » **te doen wegvallen.**

ART. 16.

Een derde alinea toevoegen, luidende :

De duurtebijslagen uitgekeerd voor het gedeelte van lateren datum dan 1 Januari 1926, komen in mindering van de achterstallen waarop de belanghebbenden zouden recht hebben uit hoofde van het veranderlijk gedeelte.

ART. 19.

Een tweede alinea toe te voegen, luidende :

Voor degenen, die daarvan regelmatig hebben genoten, houdt zij op van toepassing te zijn van af den eersten dag van het trimester volgende op de afkondiging van deze wet.